

Convention collective

IDCC : 9661. – **EXPLOITATIONS VITICOLES, MARAÎCHÈRES, ARBORICOLES,
HORTICOLES ET PÉPINIÈRES
(Pyrénées-Orientales)
(21 mai 1962)**

(Etendue par arrêté du 12 février 1963,
Journal officiel du 8 mars 1963)

AVENANT N° 173 DU 2 DÉCEMBRE 2015

NOR : AGRS1697198M
IDCC : 9661

Entre

FDSEA, section des employeurs de main-d'œuvre

D'une part, et

SNCEA CFE-CGC des Pyrénées-Orientales

SGA CFDT des Pyrénées-Orientales

CFTC-Agri du golfe du Lion

FGTA FO des Pyrénées-Orientales

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux des Pyrénées-Orientales ont décidé d'appliquer à la complémentaire santé les dispositions de l'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance.

Cet avenant a pour objet de formaliser cette décision dans le texte conventionnel.

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 31 *quater* « Complémentaire santé » sont abrogées et remplacées par le texte ci-après :

« Les salariés non cadres bénéficient à titre obligatoire du dispositif frais de santé tel que prévu par l'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance.

De ce fait les employeurs et salariés relevant de la présente convention collective sont tenus d'appliquer l'ensemble des dispositions prévues par cet accord national, uniquement pour le dispositif frais de santé.

Les garanties du socle national minimum obligatoire de l'accord national du 10 juin 2008 applicables sont présentées en annexe V. »

Article 2

Une fois le délai d'opposition expiré et à condition qu'il n'y ait pas d'opposition majoritaire, les parties signataires demandent l'extension du présent avenant à toutes les exploitations et entreprises agricoles entrant dans son champ d'application.

Le présent avenant prendra effet à compter du premier jour du trimestre civil suivant la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Perpignan, le 2 décembre 2015.

(Suivent les signatures.)